



INFORMATION BÉNÉFICIAIRE

DJA - DNA

PSN 2023-2027 – RÉGION OCCITANIE



Le présent document a pour objectif de **vous donner les informations nécessaires sur les engagements à respecter** pour garantir l'éligibilité de votre projet au moment de la demande de paiement dans le cas où votre opération se verrait attribuer des aides dans le cadre des interventions du PSN (FEADER et autres financements publics).

Une attention particulière doit être portée sur les engagements à respecter tout au long du projet, notamment **L'INFORMATION DU SERVICE INSTRUCTEUR DE TOUTE MODIFICATION DE VOTRE OPÉRATION AVANT OU APRÈS ATTRIBUTION DE L'AIDE.**



le dépôt du dossier ne vaut, en aucun cas, engagement de l'attribution d'une subvention.

TABLE DES MATIÈRES

Les engagements du bénéficiaire	2
1. Modification de projet	2
2. Communication sur le soutien de l'UE	2
3. Conservation des documents	3
4. Contrôles	4
5. Autres engagements spécifiques au projet financé	4
Fraude	4
1. Comment se caractérise une fraude ?	4
2. Quelles conséquences ?	5
Sanctions	6
Points de vigilance	6



LES ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Les règlements européens imposent aux Etats membres certaines obligations pour le versement des aides de l'Union Européenne. En conséquence, vous vous engagez à respecter les obligations mentionnées dans la demande de subvention déposée.

L'ensemble de ces obligations sera repris dans l'acte juridique attributif de l'aide. En complément, il vous sera demandé d'informer le service instructeur de toute modification de votre projet et/ou statut et de respecter les obligations en matière de communication sur le soutien de l'Union Européenne.

1. MODIFICATION DE PROJET

Dès le dépôt de la demande d'aide, vous vous engagez à informer le service instructeur de toute modification. Cette obligation s'applique depuis le dépôt de votre demande d'aide jusqu'à la fin des engagements prévus dans la décision juridique. A défaut d'information, l'obligation est considérée comme un manquement à un engagement et peut remettre en question l'attribution de la subvention en partie ou en totalité.

Une modification est une évolution du projet ou de votre situation (changement de statuts, changement d'adresse, modification technique de l'opération, modification du calendrier de réalisation, abandon d'une partie du projet...). Ces évolutions peuvent avoir une incidence sur le calcul de la subvention. Elles doivent donc être connues avant leur mise en oeuvre ou le dépôt de la demande de paiement car **seul, le service instructeur peut estimer si elles sont recevables** au regard des conditions d'attribution de l'aide.

Vous pourrez échanger avec le service instructeur directement à partir de la plateforme Euro-pac pour lui communiquer toutes nouvelles informations

2. COMMUNICATION SUR LE SOUTIEN DE L'UE

Il vous appartient de veiller à mettre en place la publicité adaptée à votre opération.

❖ Principes d'information et de communication

Toutes les actions d'information et de communication que vous allez mener doivent intégrer :

- ❖ l'emblème de l'Union, conformément aux normes graphiques précisées sur le site l'Europe s'engage en Occitanie
- ❖ une mention faisant référence au soutien du FEADER « **Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales** »



Dans le détail,

OPÉRATION	OBLIGATIONS DE PUBLICITÉ
Au cours de mon opération, des documents et matériels de communication destinés au public.	Apposer de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union Européenne



Quel que soit le montant d'aide publique, si vous avez mis en place un **site Internet** ou utilisez les **médias sociaux**, vous devez y faire figurer une description succincte de l'opération (objectifs, finalité et résultats) et mettre en avant le soutien financier de l'Union Européenne.

3. CONSERVATION DES DOCUMENTS

En tant que bénéficiaire d'une subvention européenne, vous êtes tenu de conserver l'ensemble des documents relatifs à cette aide pendant **au moins 5 années après le paiement final de l'aide**. Ils peuvent vous être demandés à tout moment par la Région ou tout organisme de contrôle.

Exemples de justificatifs à conserver : livres comptables permettant de vérifier l'entrée en compte de subvention dans votre comptabilité, justificatifs de paiement des factures à des fournisseurs, originaux des factures...

4. CONTRÔLES

Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur le respect de vos engagements. Le contrôleur doit vérifier l'exactitude des éléments indiqués dans le formulaire de demande d'aide, la réalité et la conformité des dépenses réalisées pour l'opération et s'assurer que vous avez respecté les engagements souscrits. En cas d'anomalie, vous êtes informé et invité à présenter vos observations.

Toute pièce nécessaire aux vérifications susvisées peut vous être demandée lors d'un contrôle, notamment les factures originales et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, la comptabilité, les études...



Le refus de contrôle, la non-conformité de votre demande ou le non-respect de vos engagements peuvent entraîner des versements partiels ou totaux assortis de pénalités financières, selon les anomalies constatées.

5. AUTRES ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES AU PROJET FINANCÉ

Des engagements propres aux spécificités de chaque intervention peuvent compléter les engagements transversaux énoncés ci-dessus (par exemple, assurer la sécurisation juridique des ouvrages DFCL, suivre des formations obligatoires...). Ils sont identifiés dès le dépôt de la demande d'aide dans l'encart du formulaire consacré aux engagements et repris dans la décision juridique.

FRAUDE

1. COMMENT SE CARACTÉRISE UNE FRAUDE ?

L'Union européenne définit la « fraude » (article 3.1 de la directive 2017/1371), en matière de dépenses, comme « tout acte ou omission intentionnel relatif » :

- ❖ à l'utilisation ou à la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, ayant pour effet la perception ou la rétention indue de fonds provenant du budget général des Communautés européennes ou des budgets gérés par celles-ci ou pour leur compte ;
- ❖ à la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique, ayant le même effet ;
- ❖ au détournement de tels fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont initialement été octroyés. »

Les faux documents et les omissions de déclaration peuvent se retrouver sous l'appellation « fausse déclaration » qui constitue une fraude si elle est délibérée, c'est-à-dire en toute connaissance des faits, afin d'obtenir un droit auquel on ne peut pas prétendre.

Exemples de cas de fraude visant à obtenir les subventions alors que les conditions d'attribution ou de versement ne sont pas remplies :

- ❖ transmission de fausses factures (modification des dates, des montants et quantités facturés...),
- ❖ réalisation de fausse déclaration,
- ❖ non maintien de l'investissement subventionné,
- ❖ scission fictive d'une entreprise



2. QUELLES CONSÉQUENCES ?

En cas de fraude (fausse déclaration, production de faux documents...), des corrections financières s'appliquent. Aucune aide n'est octroyée ou si le paiement est intervenu, le fraudeur rembourse l'aide versée. Ces corrections peuvent inclure des pénalités et être associées à d'autres sanctions administratives (par exemple, impossibilité de déposer de nouvelle demande d'aide FEADER pendant une période donnée). Le fraudeur s'expose également à des sanctions pénales.

En effet, les autorités en charge des fonds européens sont dans l'obligation de signaler tous les cas d'irrégularités et les suspicions de fraude au Procureur de la République, au Procureur du Parquet Européen et à l'OLAF (Office européen de lutte antifraude).

Conséquences d'une fraude pour le bénéficiaire

Sanctions administratives

Conformément à la réglementation européenne, les Etats membres doivent imposer des sanctions efficaces, dissuasives et proportionnées

Sanctions pénale

En complément des sanctions administratives, des démarches doivent étre entreprises sur le plan judiciaire pour d'éventuelle sanctions pénales (signalement au Procureur de la République ou européen)

Articulation entre sanctions administratives et pénales



L'application des sanctions administratives n'est pas suspendue à la décision prise sur le plan pénal. Même si un signalement au procureur a été fait, **la procédure en termes administratifs doit se poursuivre** en parallèle avec la prise d'une décision de déchéance de droit et le cas échéant le recouvrement de l'indu.



SANCTIONS

En cas de non-respect de certains engagements, des sanctions s'appliquent. Elles sont décrites dans l'appel à Projet.

POINTS DE VIGILANCE

Les engagements sont signés lors du dépôt de la demande d'aide et repris dans la décision juridique d'attribution de l'aide.

À RETENIR

**RESPECTEZ LES ENGAGEMENTS RAPPELÉS DANS
VOTRE CONVENTION OU ARRÊTÉ**

**INFORMEZ DE TOUTE MODIFICATION
DE VOTRE OPÉRATION**

FAITES LA PUBLICITÉ DU SOUTIEN FEADER

**SOYEZ VIGILANT QUANT
AU RESPECT DES ÉCHÉANCES**